

UNIVERSITÉ DE STRASBOURG
FACULTÉ DE DROIT ET DE SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

L'INVESTISSEMENT ET LA DEMANDE

Essai sur la théorie de l'Investissement induit

THÈSE

pour le

DOCTORAT D'ÉTAT

(Sciences Économiques)

présentée et soutenue le 30 mai 1958

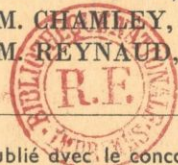
par

Marcel-Paul RUDLOFF

Diplômé de l'Institut d'Études Politiques

JURY DE LA THÈSE

Président : M. COULBOIS, Professeur
Suffragants : M. CHAMLEY, Professeur
M. REYNAUD, Professeur



Ouvrage publié avec le concours du
Centre National de la Recherche Scientifique

SOCIÉTÉ D'ÉDITION D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
5, Place de la Sorbonne
PARIS - 5^e
1960

UNIVERSITÉ DE STRASBOURG
FACULTÉ DE DROIT ET DE SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

L'INVESTISSEMENT ET LA DEMANDE

Essai sur la théorie de l'Investissement induit

THÈSE

pour le

DOCTORAT D'ÉTAT

(Sciences Économiques)

présentée et soutenue le 30 mai 1958

par

Marcel-Paul RUDLOFF

Diplômé de l'Institut d'Études Politiques

871

JURY DE LA THÈSE

Président : M. COULBOIS, Professeur
Suffragants : M. CHAMLEY, Professeur
M. REYNAUD, Professeur

Ouvrage publié avec le concours du
Centre National de la Recherche Scientifique

SOCIÉTÉ D'ÉDITION D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
5, Place de la Sorbonne
PARIS - 5^e
1960



UNIVERSITÉ DE STRASBOURG
FACULTÉ DE DROIT ET DE SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

L'INVESTISSEMENT ET LA DÉMOCRATIE

Essai sur le rôle de l'investissement en Indochine

THÈSE

pour le

DOCTORAT D'ÉTAT

en Économie

présentée et soutenue le 30 mai 1959

par

Monsieur RUDOLPH

Docteur en Économie

LISTE DE LA THÈSE

Président : M. GUILLET, Professeur
Rapporteurs : M. CHAMBERLAIN, Professeur
M. RITZ, Professeur

Le Directeur de la Faculté de Droit et de Sciences Politiques et Économiques
Monsieur le Recteur de l'Université de Strasbourg

Section d'Économie et de Sciences Politiques et Économiques

5, Rue de la République

67000 STRASBOURG

1959

SOMMAIRE


A MES MAITRES

de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Strasbourg
et de l'Institut d'Etudes Politiques

A MA FEMME

A MES PARENTS

En hommage.



Qu'il me soit permis de remercier tout particulièrement Monsieur le Professeur Paul COULBOIS, qui a bien voulu diriger ce travail et encourager mes recherches. Ses conseils judicieux, son désir de susciter problèmes et doute méthodique tout en respectant ce que la pensée d'autrui accuse d'originalité, la sympathie qu'il porte aux jeunes esprits avides de connaissances, ont grandement facilité ma tâche et m'ont communiqué la passion du savoir scientifique. Qu'il veuille bien trouver ici l'expression de ma profonde gratitude.

J'exprime également ma reconnaissance au Professeur Paul CHAMLEY et au Professeur Pierre-Louis REYNAUD pour les observations qu'ils ont bien voulu me présenter lors de la soutenance de la Thèse que reproduit cet ouvrage.

Que Monsieur André PIATIER, Directeur d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes, dont les suggestions m'ont été fort utiles et qui m'a ouvert si spontanément l'accès à la précieuse Collection qu'il dirige, soit assuré de toute ma reconnaissance. Je voudrais enfin remercier Monsieur Pierre DIETERLEN, Directeur d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes, de l'Accueil sympathique qu'il a réservé à mon travail.



LISTE DES TRAVAUX CONSULTÉS
ET DES ABRÉVIATIONS UTILISÉS

SOMMAIRE

I ^{re} PARTIE	Pages
La genèse de la théorie du principe d'accélération (1903-1941)	15
CHAPITRE I. — <i>La notion de la demande dérivée</i>	17
CHAPITRE II. — <i>Le mécanisme d'accélération</i>	29
CHAPITRE III. — <i>Le processus macroéconomique d'accélération</i>	52
 II ^e PARTIE 	
Le modèle simple d'accélération et son intégration à la théorie économique.	71
CHAPITRE I. — <i>La formalisation du principe d'accélération simplifiée... ..</i>	72
CHAPITRE II. — <i>L'intégration du principe d'accélération à la théorie économique</i>	103
CHAPITRE III. — <i>Essai de vérification statistique du principe d'accélération</i>	141
 III ^e PARTIE 	
L'approfondissement et l'affinement du principe d'accélération	151
CHAPITRE I. — <i>La relativisation du principe macro-économique d'accélération</i>	153
CHAPITRE II. — <i>Les fondements microéconomiques du principe</i>	172
CHAPITRE III. — <i>Les liaisons entre l'investissement induit et les autres types d'investissement</i>	227



SOMMAIRE

TABLE

La politique de l'Etat en matière d'investissement (1950-1960) 100

CHAPITRE I. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE II. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE III. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE IV. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE V. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE VI. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE VII. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE VIII. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE IX. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE X. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE XI. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE XII. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE XIII. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE XIV. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE XV. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE XVI. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE XVII. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE XVIII. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE XIX. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE XX. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE XXI. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE XXII. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE XXIII. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE XXIV. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE XXV. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE XXVI. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE XXVII. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE XXVIII. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE XXIX. — L'investissement et le développement économique 100

CHAPITRE XXX. — L'investissement et le développement économique 100



PRÉFACE

LISTE DES REVUES CONSULTÉES
ET DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES

Problèmes Economiques.....	R. E.
Revue Economique	R. E.
Revue d'Economie Politique	R. E. P.
Economie Appliquée	E. A.
Revue de Science et de législation financières	R. S. L. F.
Etudes et conjoncture.....	—
Bulletin S. E. D. E. I. S. (Société d'Etudes et de Documentation économique, industrielle et sociales)	—
Nouvelle Revue de l'Economie Contemporaine	—
Critique	—
Bulletin de l'Institut de recherches économiques et sociales de Louvain.....	—
First National City Bank, Monthly Letter	—
American Economic Review	A. E. R.
Quarterly Journal of Economics	Q. J. E.
Southern Economic Journal	S. E. J.
Econometrica	—
Economica	—
Journal of Political Economy	J. P. E.
Review of Economics and Statistics.....	R. E. S.
Harvard Business Review	—
Economic Journal	E. J.
Oxford Economic Papers	O. E. P.
Review of Economic Studies	R. E. Stud.
Kyklos.....	—
Weltwirtschaftliches Archiv.....	W. A.
Schmollers Jahrbücher	—
Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik	—
Zeitschrift für Gesamte Staatswissenschaft	—



PRÉFACE

Une difficulté fréquente de l'analyse économique contemporaine réside dans l'emploi d'expressions commodes sur lesquelles les auteurs, abusés peut-être par la force de l'habitude, ne s'interrogent pas toujours avec une rigueur digne de la qualité de leurs réflexions. Cet usage de concepts imparfaitement explicités peut rester sans conséquences graves pour les exposés élémentaires ou pour les tentatives de vulgarisation — celle-ci fût-elle, comme il se doit, sans concession à la facilité — mais présente évidemment les plus grands risques à un niveau supérieur d'analyse.

Le principe d'accélération de la demande dérivée — ou accélérateur — est un exemple très caractéristique de ce danger, tout comme son « cousin » le multiplicateur. Quoi de plus simple, voire de plus séduisant pour des économistes débutants, que l'exposé du principe sous la forme des tableaux que nous devons à J. M. CLARK ou à S. KUZNETS ? Et pourtant un instant de réflexion suffit à révéler que la réalité entre difficilement dans un moule aussi simple. L'aspect « populaire » — si l'on ose dire — du principe d'accélération ne peut être qu'une formulation fort abstraite, valable seulement dans une constellation de conditions hautement restrictives et, par tant, très irréalistes. Que peut valoir alors l'usage qui en est fait dans des modèles théoriques de fluctuation ou de croissance ? Et n'y a-t-il pas quelque confusion des niveaux d'abstraction à raisonner sur le principe simple dans un cadre dont l'adéquation aux conditions posées est au moins douteuse ?

C'est à ce problème — dont la portée méthodologique et conceptuelle transcende la matière traitée — que s'attache Marcel RUDLOFF dans l'ouvrage que nous avons bien volontiers accepté de présenter au lecteur.

Certains jeunes économistes font de l'analyse théorique une fin en soi, la traitant — toutes proportions gardées — comme un exercice de haute école où la virtuosité intellectuelle de l'auteur prend le pas sur les autres considérations. Marcel RUDLOFF est très loin de mériter un tel reproche : il a au contraire recherché dans quelle mesure le principe d'accélération était applicable pour la compréhension des phénomènes observés, mettant ainsi la théorie économique à sa juste place, si bien précisée par KEYNES dans sa mémorable introduction aux Cambridge Economic Handbooks.

L'ouvrage, présenté en 1958 comme thèse de doctorat ès-sciences économiques devant un jury que j'avais l'honneur de présider, a reçu de la Faculté de Droit de Strasbourg les plus hautes récompenses et, suprême consécration, la Faculté de Droit de Paris vient de lui attribuer le « prix Lescure », décerné à la meilleure thèse économique française de l'année. Il est l'aboutissement de trois ans de travail au cours desquels l'auteur a lu et médité tout ce qui méritait de l'être sur la question : l'ampleur de la bibliographie est la manifestation immédiate de l'importance de l'effort fourni.

Toutefois l'étendue de la documentation serait peu de choses si elle ne devait aboutir qu'à un travail de compilation. Le livre de Marcel RUDLOFF est beaucoup plus que cela : il se présente comme une véritable recherche — menée avec une totale rigueur — des conditions de validité du principe d'accélération et aboutit à un progrès incontestable pour le maniement de cet instrument d'analyse déjà classique.

La structure même de l'ouvrage révèle la qualité de celui-ci à l'observateur le plus superficiel. Avant de discuter il faut comprendre : aussi la première partie est-elle consacrée à retracer la genèse du principe d'accélération. Tous les auteurs qui ont apporté leur pierre à l'édifice ou qui ont tenté une systématisation y sont étudiés avec le souci non seulement de rendre à chacun sa place — cette œuvre de « justice historique » n'ayant au demeurant qu'une importance mineure — mais surtout de bien préciser la signification et la portée de concepts sur la paternité desquels nous avons perdu l'habitude de nous interroger, alors que les conditions de leur naissance sont un élément essentiel pour leur compréhension. Au terme de cette partie, Marcel RUDLOFF souligne que le principe d'accélération a subi une triple mutation : d'observation concrète n'ayant qu'un rôle secondaire pour l'explication des fluctuations brutales d'activité dans le secteur des biens d'équipement, il est devenu un principe abstrait, fondement majeur de l'analyse des cycles à une échelle macroscopique. La voie était ainsi ouverte pour une intégration du principe à la théorie générale mais aussi pour un examen critique de sa cohérence à la réalité par le moyen de vérifications statistiques.

C'est à cette double tâche qu'est consacrée la deuxième partie. Elle s'ouvre par un chapitre où sont systématisés et synthétisés tous les apports antérieurs : Marcel RUDLOFF s'y livre à une analyse minutieuse des variables significatives, des hypothèses simplificatrices et du processus d'accélération tel qu'il se manifeste pour les capitaux fixes et les capitaux circulants. A partir de ce moment le lecteur se trouvera en terrain solide, les divers concepts — et la terminologie — étant définis et explicités de façon parfaitement univoque. Ce travail de mise au point était indispen-

sable pour que la discussion ultérieure fût sans ambiguïté ; il a été mené à bien avec une clarté dont on aimerait trouver plus d'exemples.

L'intégration du modèle simple à l'étude des cycles et de la croissance — matière trop bien connue de l'ensemble des économistes pour qu'il soit nécessaire d'y insister — prend alors toute sa portée et l'on ne s'étonne pas de la « déception » ressentie par certains lors des enquêtes statistiques de J. TINBERGEN et de S. KUZNETS. Comment un principe simplifié donc très abstrait, pourrait-il recevoir une confirmation satisfaisante d'un examen chiffré de la réalité, retenant celle-ci dans toute sa complexité ? Il apparaît alors logique que l'attitude de Marcel RUDLOFF ne rencontre pas celle des détracteurs du principe — lui préférant, comme KALDOR, une fonction d'investissement — mais s'oriente vers la recherche des conditions dans lesquelles il convient de pratiquer la méthode des abstractions décroissantes pour réintroduire peu à peu dans le modèle les éléments que la théorie pure — en tant que telle — avait choisi de négliger.

C'est dans cette perspective que se situe la troisième partie, dont la richesse justifie la dimension. Les étapes qui doivent être parcourues pour approfondir et affiner le principe d'accélération s'enchaînent avec une rigoureuse logique. La première révision consiste à montrer, en restant sur le plan d'une relation technique fondée sur les coefficients marginaux de capital, que les phénomènes inducteurs de l'investissement sont plus complexes que la simple variation de la demande finale et que les effets d'accélération sont inéluctablement diversifiés au niveau des secteurs : ainsi est abandonnée, comme en bien d'autres domaines, la « mécanique des quantités globales ».

L'analyse des fondements micro-économiques du principe s'ensuit d'une façon toute naturelle : loin d'être un réflexe automatique l'investissement induit résulte d'une décision de l'entrepreneur, arrêtée dans un horizon économique où la demande finale n'est qu'une variable, arbitrairement privilégiée dans la formulation technique. Celle-ci doit laisser la place à un principe de comportement, exprimé dans une relation qui n'est point strictement déterminée mais conditionnée. L'inclusion de ces éléments essentiels dans une équation mathématique paraît impossible à Marcel RUDLOFF qui conclut ce chapitre en écrivant : « Sans pousser au paradoxe, il semble bien que l'interprétation économique du principe d'accélération ne commence que là où s'arrête l'analyse algébrique ». Je souscris pour ma part sans réticence à cette formule.

Il reste alors à s'interroger sur la portée de la distinction entre l'investissement induit, l'investissement autonome et l'investissement de remplacement. Dans le modèle simple les deux derniers sont supposés nuls ou

constants, ce qui permet d'isoler et de faire apparaître dominant le rôle de l'accélérateur dans la formation du capital. Il est clair qu'une telle attitude devient insoutenable à ce stade de l'analyse, une fois mise au jour toute la complexité des motivations de l'investissement induit et de ses conditions de réalisation. En fait l'investissement est un tout, quelle que soit l'échelle à laquelle on l'appréhende, et ses diverses composantes non seulement ne peuvent demeurer sans réaction les unes sur les autres mais encore ne traduisent peut-être qu'un souci abusif de classification.

Que subsiste-t-il alors de la théorie de l'accélérateur ? Un principe « flexible », dont la validité ne doit être surestimée ni pour l'explication de l'investissement induit — conditionnée par les liaisons caractéristiques et la structure du milieu de transmission dans une économie donnée — ni pour celle de l'investissement net global, dans laquelle d'autres variables exercent un effet dominant. En définitive l'accélérateur ne vaut que dans la courte période, et sous toutes les réserves précédemment énoncées.

Au terme de cet ouvrage, dont l'incontestable valeur scientifique traduit les grandes qualités de son auteur, le lecteur appréciera certainement la leçon de prudence et d'objectivité que nous apporte Marcel RUDLOFF. En taxant de témérité ceux qui usent d'un principe simple d'accélération et en donnant sa préférence à l'étude des processus d'accélération il a adopté l'attitude la plus productive pour le chercheur : celle qui consiste à ne jamais s'illusionner sur la valeur des concepts utilisés mais à toujours tenter de découvrir, sous la paille des mots, le grain des choses.

P. COULBOIS,

Professeur à la Faculté de Droit
et des Sciences Politiques et Economiques
et de l'Université de Strasbourg.



INTRODUCTION

Si le problème de l'investissement constitue de nos jours un élément important de la théorie de la détermination du niveau général de l'activité économique, il n'en a pas toujours été ainsi pour des raisons tenant principalement à l'évolution même du capitalisme. Celle-ci fait apparaître grosso modo, selon G. CASSEL, deux grandes périodes séparées par les années 1870 (1). Jusque là, très approximativement, la vie économique bien qu'industrialisée déjà, se caractérise par le rôle dominant des activités commerciales et bancaires. Après 1870, la deuxième révolution industrielle opère un changement profond des structures économiques : désormais l'activité de l'industrie domine ; les grands investissements publics d'infrastructure (réseau routier, voies ferrées) permettent ou induisent des « blocs d'investissements » privés, la création de nouvelles industries suit les inventions scientifiques.

Cette transformation des structures ne tarda pas à susciter de nouvelles interprétations théoriques de l'évolution économique. Si avant les années 1870 les économistes accordèrent dans leur explication des « cycles », c'est-à-dire des mouvements oscillatoires périodiques », une attention particulière aux problèmes commerciaux, à la distribution du crédit, à la circulation monétaire et à la politique des banques d'affaires, attention justifiée par le rôle moteur alors joué par l'activité commerciale, ces facteurs voient leur importance relative diminuer dans les analyses. Les cycles, dit-on, ont changé de nature : de « commerciaux » ils sont devenus « industriels ». Les variables dominantes ne sont plus les mêmes. A travers la multiplicité des théories à cette époque, il est possible de discerner un déplacement des centres d'intérêt : les auteurs sont moins affirmatifs quant à l'action déterminante des phénomènes monétaires ; de plus en plus, ils mettent en relief les facteurs réels qu'ils supposent être à la base des oscillations cycliques.

L'ouvrage qui opère, suivant l'expression de HANSEN (2), « le renver-

(1) G. CASSEL : *Theory of Social Economy*, Livre IV, London, 1923. La première édition, en langue allemande, date de 1918.

(2) A.-H. HANSEN : *Business Cycles and National Income*, New-York, 1951, p. 277 s.

sement des perspectives théoriques » et qui par là se situe à l'origine des théories contemporaines des mouvements économiques est dû à un économiste russe influencé par les travaux de MARX, TUGAN-BARANOWSKY. Son livre s'intitule « Les Crises industrielles en Angleterre », titre très significatif par son opposition même au titre du travail de JUGLAR « Des crises commerciales » (1860). Publiée en 1894 en langue russe, traduite dès 1901 en langue allemande, cette œuvre ouvre une perspective très féconde aux analyses. Selon l'auteur, la répartition des revenus et les mouvements de la consommation, surestimés à la suite de SISMONDI et de RODBERTUS, expliquent mal les fluctuations périodiques. La monnaie elle-même ne ferait qu'amplifier un mouvement sans pour autant le déclencher. L'instabilité de l'activité économique, pense TUGAN-BARANOWSKY, a sa source dans la nature même du processus capitalistique de production. Ne constate-t-on pas des oscillations violentes et brutales, parallèles au cycle général, du prix et de la production du fer ! Or cette matière première représente l'intrant principal des industries productrices de biens capitaux fixes. Des analyses statistiques confirment l'étroite corrélation entre les phases du cycle et l'expansion ou le déclin des investissements. En d'autres termes, note l'auteur, ce n'est ni la monnaie ni la consommation qui constituent la variable dynamique explicative des oscillations de l'activité économique, mais c'est l'investissement.

La thèse de TUGAN-BARANOWSKY ouvre ainsi un domaine nouveau à la recherche économique en mettant au premier plan l'action de l'investissement et en suscitant une série de recherches tendant à expliciter les déterminants de cette variable stratégique.

De nombreuses études sont alors entreprises en ordre dispersé dans quelques grands pays industriels. Si les exposés synthétiques peuvent faire apparaître, avec quelques dizaines d'années de recul, une progression, il ne faut pas oublier l'anarchie des premières recherches.

Certains économistes dont SPIETHOF, SCHUMPETER et CASSEL, ont cru trouver la raison des oscillations dans l'apparition naturelle ou provoquée d'occasions nouvelles d'investir. Les progrès techniques, les mouvements démographiques, l'ouverture de nouveaux marchés et l'innovation créeraient une incitation à investir et constitueraient des facteurs d'impulsion susceptibles de déclencher un mouvement cyclique. On fit remarquer que si l'action de ces facteurs devait être retenue, elle s'intégrerait plutôt à une analyse des mouvements de longue période qu'à une théorie des cycles courts. En effet, le problème fondamental de la périodicité des investissements reste à élucider. Ces auteurs ont apporté une contribution valable à l'explication de ce qu'on appellera plus tard « l'investissement autonome »,

le problème des fluctuations courtes de l'investissement cependant ne se situait pas clairement dans la perspective de leurs études.

Durant la même période, des économistes, tels que CARVER, AFTALION et J.-M. CLARK abordèrent le problème par une autre voie. Selon eux les mouvements oscillatoires de l'investissement, violents et imprévus, s'expliqueraient par les fluctuations de la demande finale. Des analyses déductives, doublées quelquefois d'enquêtes statistiques, les conduisirent à formuler une liaison causale entre le taux de variation de la demande finale et les mouvements de l'investissement. Autrement dit, les oscillations de ce dernier seraient un phénomène induit dont l'explication relèverait de facteurs purement techniques, à savoir qu'une augmentation de la demande d'un bien fini conduit l'entreprise productrice du produit à étendre sa capacité afin de satisfaire la demande additionnelle.

J.-M. CLARK systématisa ce processus sous le nom de « principe d'accélération ». Le phénomène d'induction, dont nous verrons plus loin les caractéristiques et l'originalité, serait ainsi l'élément explicatif premier des fluctuations de l'investissement net. Notons d'emblée que ce principe ne prétend expliquer qu'une fraction des investissements, ceux précisément que la théorie contemporaine appelle « investissements induits » ; il nous reviendra plus tard d'analyser l'incidence des autres types d'investissement.

Ces auteurs ont pensé dégager ainsi une relation fondamentale susceptible de rendre compte de l'évolution irrégulière de l'investissement. Leur mérite est d'avoir mis en lumière la signification économique d'une relation irréversible entre fluctuations de la demande finale et investissements. Ce mécanisme semble jouer un rôle important dans le déclenchement et dans la transmission des fluctuations ; il rend compte également de certaines perturbations propres aux marchés de matières premières industrielles. S'il privilégie l'effet d'entraînement de la demande finale, il n'ignore pas le jeu des autres facteurs économiques — le taux d'intérêt, les taux anticipés de profit, l'action des réserves de capacité, etc... — mais, en vertu d'hypothèses simplificatrices qu'il conviendra plus tard de discuter, il néglige leur effet.

Ainsi apparaît un nouvel instrument d'analyse d'un intérêt théorique et pratique certain. Dans la mesure où l'investissement est devenu la variable stratégique de la détermination du niveau d'activité, tout processus qui concourt à l'explicitier prend une valeur essentielle dont l'importance dépasse le plan purement théorique. La connaissance des enchaînements significatifs menant à la formation du capital est indispensable pour établir une politique économique

tendant à stabiliser l'activité à un niveau d'emploi élevé mais non excessif, à prévenir ou à atténuer les fluctuations, en bref pour élaborer un programme rationnel de croissance sans distorsions insupportables. Mais encore convient-il de préciser la portée du principe d'accélération en tant qu'instrument d'analyse de la variation des investissements. Du point de vue pratique se pose ainsi le problème de l'applicabilité de cet instrument à la réalité concrète.

Le principe d'accélération a été entrevu, dans un cadre sectoriel, dès 1903, par T.-N. CARVER, mais il ne s'est dégagé et n'a trouvé sa formulation précise qu'à la suite de nombreuses études et de quelques controverses restées célèbres. La théorie a progressé par une définition plus rigoureuse des variables, par l'inventaire exhaustif des hypothèses à la base de l'énoncé simple et par la traduction en termes mathématiques de la relation entre les deux flux : celui de la demande finale et celui de l'investissement induit.

Ainsi formulé, transcrit pour la première fois en 1933 par Ragnar FRISCH en un modèle susceptible de rendre compte de ses implications et de son mode d'action sur un plan macroéconomique, le principe d'accélération — c'est-à-dire cette théorie précise selon laquelle la demande finale régit l'évolution des investissements nets — parut à certains économistes, influencés par la « révolution keynesienne », un instrument fécond pour l'analyse des fluctuations et de la croissance. Les dynamiques de courte et de longue période s'efforcèrent ainsi d'adapter le principe à l'objet particulier de leurs études.

Y eut-il quelque hâte dans l'application du principe, ou ce dernier se situait-il à un palier d'abstraction qui rendait encore sa vérification difficile voire impossible, toujours est-il que des tests statistiques réalisés entre 1935 et 1939 jetèrent quelques doutes sur la valeur scientifique du principe d'accélération tel que l'avait énoncé J.-M. CLARK. Dans une perspective fidèle aux doctrines classiques, qui postulent la réalité du plein-emploi, le principe de marchés concurrentiels, la passivité des comportements et l'élasticité du crédit, aucune objection majeure ne semble contredire la nouvelle théorie. A ce niveau d'abstraction fort élevé, le principe ne suscite pas d'opposition décisive, mais sa valeur concrète, son applicabilité effective sont également des plus réduites.

C'est pourquoi depuis 1940, et plus spécialement depuis 1946, tandis que certains auteurs, dont N. KALDOR, refusent d'appliquer la relation d'accélération et lui préfèrent des « fonctions d'investissement », d'autres économistes s'efforcent à la fois d'approfondir la relation en abandonnant les hypothèses simplifiantes de comportement, de fonctionnement et d'environnement, et d'assouplir le prin-

cipe en précisant son action dans le temps et dans l'espace, tout en tenant compte de l'incidence des autres types d'investissement que le modèle simple négligeait (à savoir les investissements de remplacement et les investissements autonomes). Cet effort théorique se situe dans la perspective récente d'abandon de la « mécanique des quantités globales », dont il fut sans doute abusé après J.-M. KEYNES, pour se placer dans la ligne des études sectorielles et des recherches interindustrielles.

Ainsi renouvelée, la théorie du « processus sectoriel d'accélération », ou pour utiliser un terme synonyme « la théorie de l'investissement induit », semble fournir à l'économiste et au conjoncturiste en particulier, sous les réserves que nous précisons, un instrument d'analyse qui ne doit pas être négligé. Pour en mesurer exactement la portée nous examinerons successivement :

PREMIÈRE PARTIE — La genèse de la théorie du principe d'accélération.

DEUXIÈME PARTIE — Le modèle simple d'accélération et son intégration à la théorie économique.

TROISIÈME PARTIE — L'approfondissement et l'assouplissement du principe d'accélération.



PREMIÈRE PARTIE

LA GENÈSE DE LA THÉORIE DU PRINCIPE D'ACCÉLÉRATION (1903-1941)

Il n'était guère aisé aux économistes du début de ce siècle d'expliquer l'alternance apparemment régulière des expansions et des dépressions, ni de rendre compte de l'énorme gaspillage que constituaient les crises économiques. Formés peu ou prou par des maîtres classiques, n'avaient-ils pas appris de J.-B. SAY qu'une crise économique générale était impossible, que loin de se heurter à une surproduction générale comme le proclamaient des penseurs socialistes, l'économie se grippait parce que des sous-productions partielles empêchaient le jeu sans friction de la loi des débouchés ? — Or les crises se succédèrent et leur action perturbatrice s'étendit au delà du continent. Les pays industriels subirent à tour de rôle les secousses cycliques ; on s'efforça de découvrir, par delà les apparences monétaires, les causes réelles des fluctuations. Ce cheminement de la réflexion ne devait-il pas immanquablement mener à l'abandon du principe de SAY ? Les économistes ne poussèrent pas leur audace aussi loin. Les théories d'alors admirèrent, souvent moyennant quelque artifice formel, le principe de l'équilibre. Et cependant, comment comprendre ces mouvements amples et violents des prix de gros alors que fluctuaient bien moins les prix de détail ? Comment expliquer la grande instabilité de la production de biens capitaux ? Comment rendre compte, enfin, des brusques renversements de conjoncture, des dépressions qui brutalement succédaient aux essors et déstabilisaient périodiquement les marchés des produits de base ? Même en admettant le principe de l'équilibre général, pouvait-on négliger la réalité des déséquilibres partiels ?

Au début du xx^e siècle, la recherche d'une analyse plus réaliste conduisit des auteurs français et anglo-saxons à mettre en lumière une relation causale très importante, susceptible de fournir une expli-

cation générale de l'instabilité des marchés de biens capitaux : à savoir que la demande de biens d'investissement dérive de la demande de biens de consommation, et que les fluctuations induites de la première sont plus amples et plus brutales que celles de la deuxième. Cette tendance est désormais connue dans l'histoire de la théorie économique sous le nom de « principe de la demande dérivée de biens d'investissement ».

La persistance des oscillations périodiques amena certains auteurs à se demander si ce « principe de la demande dérivée » n'apportait pas une solution plus adéquate au problème des fluctuations elles-mêmes et non seulement à celui d'un type précis de marché. La voie s'ouvrit au principe d'accélération : les mouvements de toute demande finale (et non seulement de la demande de consommation) peuvent induire des oscillations violentes de la demande de biens d'investissement.

Avec la révolution keynésienne la pensée économique abandonna le principe de l'équilibre général ; les positions se renversèrent ; puisque le déséquilibre constitue désormais la règle, le principe d'accélération ne se place-t-il pas incontestablement au centre de la théorie des fluctuations ? Dès lors, ne devenait-il pas légitime de formuler une théorie macroscopique de l'accélération, et du même coup possible de concevoir une théorie générale des fluctuations ? Du concept de la demande dérivée au mécanisme d'accélération ; d'une acception sectorielle à une formulation macroéconomique du processus, telle fut l'évolution du principe d'accélération des premiers travaux de T.-N. CARVER (1903) aux analyses fondamentales de P.-A. SAMUELSON et de A.-H. HANSEN (1939-1941).

Cette évolution commande notre analyse et conduit à distinguer 3 phases dans l'élaboration du principe :

- 1° La notion de la demande dérivée.
- 2° Le mécanisme d'accélération.
- 3° Le processus macroéconomique d'accélération.

CHAPITRE I

LA NOTION DE LA DEMANDE DÉRIVÉE

Les premières études qui utilisent le principe s'avèrent très instructives pour l'historien de la pensée, car si d'une part le principe n'est pas encore très clairement dégagé, de l'autre la multiplicité des déterminants invoqués lui donne une richesse dont il fut dépouillé plus tard.

A. AFTALION, dont la vision est la plus ample, se sert du principe d'accélération dans la reconstitution synthétique de sa théorie des fluctuations. Le champ d'action reste encore très limité, ne reliant les grandeurs sectorielles que dans un sens vertical ; le rôle du principe explique principalement l'amplitude des déséquilibres.

Les analyses de T.-N. CARVER et de C.-F. BICKERDIKE relèvent d'une autre inspiration. Les deux auteurs sont frappés par la forte instabilité des marchés de biens capitaux et, pour l'expliquer, formulent, le premier en termes de profits, le second en termes réels, le principe d'accélération. Puis renversant la démarche de leur raisonnement, ils posent le principe pour en déduire une théorie des fluctuations.

Ces recherches restent cependant partielles et mieux vaut, à leur endroit, parler de « principe de la demande dérivée ». Leur vision microéconomique, sectorielle, n'accorde à une théorie encore mal décantée qu'une importance toute relative. Malgré ces réserves, la théorie économique doit à A. AFTALION la première étude synthétique, à CARVER et à BICKERDIKE les premières analyses des déterminants du principe.

SECTION I

Le rôle subordonné du principe d'accélération dans l'explication des fluctuations économiques :

Albert AFTALION

La théorie économique doit à AFTALION la première analyse en même temps que le premier essai d'intégration du principe d'accélération (1).

(1) A. AFTALION : La réalité des surproductions générales. Essai d'une théorie des crises générales et périodiques. *R. E. P.* oct. 1908, 1909, p. 81 s., 201 s., 241 s.

A. AFTALION : Les crises périodiques de surproduction. 2 volumes, 1913 — cf. éga-

Sa théorie des cycles, fortøment influencée par les travaux de TUGAN-BARANOWSKI et de SPIETHOFF en même temps qu'imprégnée de raisonnements marginalistes, pourrait aisément se passer du principe : ce dernier ne constitue nullement la charpente logique, l'ossature du système, comme de nos jours dans les œuvres de ROY-HARROD ou J.-R. HICKS. AFTALION s'en sert, avec une grande souplesse d'ailleurs, non pour fonder l'existence des fluctuations, mais pour en expliquer la force, la violence, l'ampleur. Le principe d'accélération ne figure encore qu'en guise d'appoint dans le travail de l'auteur. Il convient donc, avant d'aborder le principe lui-même, d'esquisser très brièvement l'interprétation des cycles économiques proposée par A. AFTALION.

§ 1. — LE SCHÉMA GÉNÉRAL DU CYCLE SELON A. AFTALION

Après de longues et minutieuses analyses statistiques, l'auteur construit dans le dernier livre de son ouvrage (1) une théorie synthétique des fluctuations. Les déséquilibres naissent, pense-t-il, d'une distorsion entre le prix courant du marché et le prix d'équilibre. L'idée n'est guère neuve, elle vient du patrimoine théorique des classiques, qui, dans une perspective statique, expliquèrent à l'aide de cette distinction l'établissement par approximations successives d'un prix stable sur les marchés. La distorsion déclenche des mécanismes susceptibles de rétablir une position stable : la notion relève du principe d'équilibre. Elle ne peut constituer qu'un premier pas dans le raisonnement d'AFTALION, car elle n'introduit par elle-même aucun principe de déséquilibre.

L'auteur suppose à un moment donné un excès du prix du marché sur le prix d'équilibre. L'écart se traduit par une forte poussée des profits, du fait de l'avance substantielle des prix sur les coûts. L'extension des marges bénéficiaires incite les entrepreneurs à accroître leur production, ce qui, en fin de compte, détermine le recul des prix. Le prix courant tend ainsi à rejoindre le prix d'équilibre. Inversement, admet-on une infériorité du prix courant à l'égard du prix d'équilibre, les profits se contractent, les pertes subies ou prévisibles incitent au ralentissement, voire à la diminution de la production ;

lement J. GABILARD : La théorie des cycles d'A. AFTALION, dans l'ouvrage collectif « Fluctuations économiques » Domat 1954, t. 1, p. 25-55 — R. COURTIN : La théorie des cycles d'AFTALION dans « L'œuvre scientifique d'A. AFTALION » Domat 1945.

A.-H. HANSEN : Business Cycles and National Income ; New-York 1951, chap. 18, p. 347 s.

(1) A. AFTALION : o. c. 1913, t. 2, p. 353-405, Livre XI et conclusion.

sous l'effet de la raréfaction des produits, le prix du marché se redresse et s'oriente vers le prix d'équilibre. Il y a certes oscillation, mais le cycle ainsi dessiné tend à s'amortir et à disparaître.

L'analyse, qui nous fournit « un élément au moins de notre explication du rythme de la production », ne trace qu'une première ébauche d'un mouvement cyclique. « Le cours naturel des choses veut que les hauts prix de la prospérité incitent à une augmentation de la production. Cette augmentation finit par amener le fléchissement des prix et la crise. Les bas prix de la dépression obligent à une stagnation de l'activité productrice, laquelle permettra la reprise des cours et l'ouverture d'une ère nouvelle de prospérité » (1). Les fluctuations paradoxalement, comme le note AFTALION, « résultent de la tendance de l'organisme économique à retourner à l'état d'équilibre ».

Dans une deuxième étape du raisonnement, il importe de s'interroger sur la précarité de l'équilibre, de rechercher les facteurs qui amplifient les menues oscillations, bref d'analyser les causes de fluctuations qui en fait ne sont pas amorties. « Au lieu de variations continues et à peine perceptibles autour de l'équilibre, pourquoi donc cet ample rythme alterné de la production ? » (2). L'étirement des phases cycliques, tant en essor qu'en dépression, s'expliquerait selon AFTALION, par la structure capitaliste de production dans nos économies industrielles. Par là, l'auteur introduit très utilement dans la théorie des cycles une notion élaborée antérieurement par BOEHM-BAWERK. Dans nos sociétés modernes, la demande de biens finis ne peut être satisfaite immédiatement ; elle l'est de façon médiate, par l'utilisation de biens capitaux fixes. Or ce fait d'évidence agit profondément sur l'évolution économique et provoque des distorsions génératrices de fluctuations cycliques.

Reprenons notre analyse et postulons un excès du prix courant sur le prix d'équilibre. Nous parlions d'un accroissement de la production ; en réalité, puisque l'économie part d'une situation caractérisée par une rareté relative des biens finis, qui d'ailleurs se refléchit dans la distorsion des prix, que la satisfaction des demandes de consommation suppose préalablement un potentiel productif adéquat, « notre technique industrielle exige la construction avant tout d'un surcroît d'outillage pour obtenir plus tard les objets requis » (3). Or des années s'écouleront avant que ne soit achevée cette extension de la capacité productive ; durant ce temps, malgré l'augmentation considérable de la production (des biens capitaux essentiellement), la demande reste

(1) A. AFTALION : o. c. p. 355.

(2) A. AFTALION : o. c. p. 357.

(3) A. AFTALION : o. c. p. 358-360 ; cf. G. HABERLER : *Prospérité et Dépression*, Genève 1943, p. 152-153.

insatisfait, car la production des biens de consommation ne croît que modérément. Ainsi « se prolonge la sous-production (de biens finis) pendant la prospérité ». Pire encore, la rareté apparente des biens stimule à la fois les prix, les profits, et partant le désir d'investir des entrepreneurs. La longue durée de construction des biens d'investissement prolonge l'essor, exaspère le boom des affaires ; survient cependant le moment où les équipements commandés deviennent productifs et fournissent le marché. Dès lors l'essor s'effondre ; « ce puissant surplus de forces productrices conduit à une progression correspondante de biens de consommation et détermine la grave chute des prix en quoi consiste la crise » (1). La surabondance de produits déprime leur utilité marginale et, aux dires d'AFTALION, les consommateurs refusent délibérément d'acheter aux anciens prix.

Au début de la dépression de nouveaux équipements entrent continuellement en action : leur effet s'ajoute à celui des biens capitaux précédemment installés et dont le coût élevé interdit aux entrepreneurs la mise en inactivité. La surproduction se prolonge ainsi, alors que cessent les investissements nets et parfois le simple amortissement du matériel. Sous l'apparente surproduction de biens finis, se profile déjà une rareté croissante de biens d'équipements. « Au bout de quelques années, grâce au ralentissement de la production et à l'augmentation des besoins, la réduction des stocks commence à s'effectuer », la capacité s'avère insuffisante, les investissements deviennent urgents, la prospérité renaît en même temps que s'ouvre un nouveau cycle. Les mouvements d'essor et de dépression se trouvent amplifiés, bien souvent, par les agissements spéculatifs et les recours abusifs au crédit.

Ainsi pourrait se résumer la théorie du cycle chez A. AFTALION. Or, les grandes lignes du schéma ne font appel aucunement au principe d'accélération ; les processus cumulatifs et les renversements sont intelligibles sans lui. Le cycle naît d'une distorsion de prix, il évolue sous l'effet technique de la longue durée de gestation des biens d'équipement, et s'alimente des illusions des entrepreneurs que les mouvements apparents de la demande finale induisent en erreur. Et cependant, même là, le principe d'accélération se trouve implicitement invoqué ; en effet, comment expliquer ce brutal essor des industries de biens capitaux durant la période ascendante du cycle et leur brusque effondrement durant la dépression ? Comment rendre compte de l'instabilité frappante des prix des biens d'investissement face à la plus grande stabilité des prix des produits finis ? Il importe toute-

(1) A. AFTALION : o. c. p. 359, 365, R. E. P., 1909, p. 209 s.

fois de ne pas oublier que le principe n'intervient, dans l'analyse d'AFTALION, qu'afin d'expliquer l'amplification des mouvements cycliques, et que son action s'ajoute, en ce sens, à celle d'autres facteurs.

**§ 2. — LE PRINCIPE D'ACCÉLÉRATION ET L'ANALYSE
DE L'AMPLIFICATION DES MOUVEMENTS CYCLIQUES**

Ce n'est que dans le Chapitre 3 du livre XI, après avoir résumé sa théorie du cycle, qu'A. AFTALION expose le principe d'accélération. Puisque le rythme de la fabrication de l'outillage industriel constitue une « pièce des plus importantes de l'explication du rythme général de la production », nous dit l'auteur, « quelques développements [deviennent] nécessaires sur l'intensité... de ce rythme » (1).

Dans l'article de 1909 (2) un long développement, abandonné dans l'ouvrage de 1913, est consacré à une réflexion, inspirée de l'Ecole marginaliste autrichienne, sur le concept de « bien capital ». Pour AFTALION, comme pour MENGER et BOEHM-BAWERK, le besoin de biens capitaux n'est qu'un « besoin dérivé », un « besoin indirect », qui découle d'un besoin primaire, fondamental, celui de biens de consommation. Dès lors, « les variations de l'intensité des besoins qui déterminent les phases alternées des cycles périodiques ne peuvent être que des variations relatives aux biens de consommation. Mais les mouvements qui ont leur point de départ dans les biens de consommation gagnent aussi les capitaux » (3). L'aspect particulièrement violent des fluctuations dans les industries d'investissement apparaît donc comme induit par les variations de la production des industries de consommation. Le principe de la demande dérivée de biens capitaux n'est autre chose que la version étroite, mais déjà sectorielle, du futur principe d'accélération.

Citons le passage important où AFTALION analyse le principe : « ... il est aisé de concevoir que quand des variations dans les quantités de biens de consommation commandent aux mouvements cycliques généraux, elles déterminent des oscillations bien plus amples dans la fabrication de l'outillage. Le montant de la construction annuelle d'instruments de production, en vue de remplacer les capitaux fixes hors d'usage et d'augmenter progressivement l'outillage existant, n'égale en effet qu'une portion assez faible de l'outillage actuellement employé à la production des objets de consommation. Si nous supposons que la proportion est du dixième et si dans une

(1) A. AFTALION : o. c. p. 370.

(2) AFTALION : *R. E. P.*, 1909, p. 218 s.

(3) AFTALION : *R. E. P.*, o. c. p. 219.

année donnée la fabrication des objets de consommation devait s'accroître d'un dixième, la production relative à l'outillage devrait cette année là doubler, puisqu'à une production normale et annuelle d'un dixième devrait s'ajouter une production supplémentaire égale encore à un dixième. Une légère extension des industries de consommation exigera une extension beaucoup plus considérable des industries productrices de capitaux fixes » (1). Un exemple numérique portant sur une entreprise de textiles illustre son raisonnement. Replacé dans la théorie des cycles, alors que les détours capitalistiques rendent compte de la longueur des périodes d'essor et de dépression, le principe d'accélération explique l'intensité relativement forte des fluctuations dans le secteur des biens capitaux. AFTALION souligne essentiellement le pouvoir amplificateur du mécanisme d'accélération. L'essor plus marqué des industries d'investissement menant à l'embauche croissante d'ouvriers, donc à un relèvement du pouvoir d'achat, conduit à l'expansion des industries de consommation, qui à leur tour stimulent les premières. L'expansion, par cette voie, se généralise, « mais on ne doit pas perdre de vue que l'impulsion première et décisive part des objets de consommation ». En même temps que l'intensité des oscillations, le principe d'accélération permettrait ainsi de schématiser la propagation des mouvements et la généralisation des fluctuations.

Pour AFTALION, l'instabilité conjoncturelle découle, d'une part, des structures industrielles de nos sociétés et, d'autre part, des évaluations erronées des besoins faites par les entrepreneurs. L'intensité des oscillations serait déterminée, en grande partie, par le besoin très instable de biens capitaux. Or, puisque nos structures productives reflètent les extensions passées de la capacité, on peut dire que dans la pensée de l'auteur, le rôle déterminant revient aux investissements et, plus particulièrement, à la variable dynamique que constituent les investissements induits. Les dépenses, qu'on appelle actuellement autonomes, et qui s'expliquent par la croissance démographique, les innovations technologiques ou le lancement de nouveaux produits, n'échappent pas à l'analyse d'AFTALION, mais leur évolution lente, dépourvue d'oscillations périodiques et générales, les exclut comme « causes des crises périodiques générales » (2). Le principe d'accélération lui-même malgré sa schématisation numérique mettant forcément en relief sa rigidité technologique, garde dans le raisonnement de l'auteur une grande souplesse, puisque finalement les crises s'expli-

(1) A. AFTALION : o. c. 1913, p. 372 ; *R. E. P.*, 1909, p. 219.

(2) A. AFTALION : o. c. *R. E. P.*, p. 215-218.

quent non par un automatisme mais par les erreurs des hommes, c'est-à-dire par des anticipations erronées.

La théorie des fluctuations élaborée par A. AFTALION ne peut être réduite aux dimensions d'un modèle ; elle associe tant les facteurs réels que les facteurs monétaires dont la participation au cycle semble probable. C'est ainsi que son analyse retient à côté du rôle moteur reconnu aux fluctuations de la demande de consommation, les prix, les profits et les prévisions. Le rôle du principe d'accélération, nettement défini, reste sectoriel, local ; plus que d'autres travaux ultérieurs, la formulation d'AFTALION ouvre la voie à la fois aux théoriciens privilégiant l'action des profits (J. TINBERGEN) et à ceux qui utilisent un énoncé technologique du principe (J.-M. CLARK, HARROD).

SECTION II

Les premières explications de l'instabilité des marchés de biens capitaux à l'aide du principe d'accélération

La théorie doit deux importantes contributions aux économistes anglo-saxons T.-N. CARVER et C.-F. BICKERDIKE. Il revient à T.-N. CARVER le mérite d'avoir esquissé le premier, semble-t-il, dans l'histoire de la pensée, la relation d'accélération ; son analyse éclaire plus particulièrement le lien qui unit les fluctuations du profit aux variations de l'investissement net. C.-F. BICKERDIKE, de son côté, publia, dix ans après CARVER, un essai sur une « théorie non monétaire des fluctuations de l'emploi » au cœur de laquelle nous retrouvons le principe d'accélération formulé en termes réels.

§ 1. — L'INSTABILITÉ DES MARCHÉS DE BIENS CAPITAUX ET LE PRINCIPE D'ACCÉLÉRATION EN TERMES DE PROFIT : T.-N. CARVER

Selon cet auteur (1), les dépressions cycliques s'expliquent moins par les conditions qui régissent le marché monétaire ou par les variations du crédit que par les fluctuations de la valeur des biens capitaux. Son étude, très brève, met en relief deux idées nouvelles : d'une part les faits montrent qu'une légère variation de la valeur d'un produit tend à susciter d'amples mouvements de la valeur des installa-

(1) T.-N. CARVER : A suggestion for a theory of industrial depressions. Q. J. E. 1903, p. 497-500. Nous étudions T.-N. CARVER après A. AFTALION, bien que ses travaux soient antérieurs, pour la raison simple que son très bref article publié en 1903 est passé inaperçu et n'a été découvert que bien plus tard. A. AFTALION ne semble pas l'avoir connu.

tions fixes et des équipements qui sont à l'origine de ce dernier ; l'application de ce principe dynamique à l'analyse des dépressions et peut-être même, par extension, au cycle, ne permettrait-elle pas d'ouvrir de nouvelles voies à la théorie des déséquilibres ?

D'autre part, la différence de sensibilité par rapport aux prix coïncide avec une distinction fondamentale opposant les marchés de produits destinés à la consommation aux marchés de biens productifs ou, pour reprendre le mot d'AFTALION, des « biens intermédiaires ». Or, le principe d'accélération décrit très exactement une certaine relation entre ces deux marchés. Reprenons ces deux thèmes.

Un cheval, note CARVER, qui mange ce qu'il rapporte n'a pas de valeur pour le fermier ; une usine dont les coûts de production égalent le prix de vente ne vaut pas son matériel de construction. La valeur d'une entreprise ne dépend donc pas de la valeur totale de ses produits, mais du surplus qui reste après la déduction des dépenses courantes (1). A l'aide d'un exemple numérique, l'auteur expose comment de faibles variations de bénéfice, capitalisées, conduisent à d'amples changements de la valeur des biens capitaux. Supposons une usine de chaussures dont la production annuelle s'élève à 1 million de paires au coût uniforme de 2 dollars la paire. Si le prix du marché n'excède pas ce chiffre, les installations, note CARVER, n'ont aucune valeur pour un industriel. Un prix de 2,25 dollars, par contre, source d'un profit de 25 cents que l'auteur capitalise à 5 %, donne aux installations une valeur de 5 millions de dollars ; un prix de 2,50 dollars pousse ce chiffre à 10 millions. En d'autres termes, un relèvement de quelques 11 % de la valeur d'un produit fini se traduit par une augmentation de 100 % de la valeur de l'équipement. Inversement, n'omettons pas que CARVER médite sur les dépressions, une chute de 1/10^e du prix d'un produit peut réduire la valeur des biens productifs de moitié ; une baisse de 1/5^e peut l'annuler complètement. De cet exemple simple CARVER déduit une loi générale : « une légère fluctuation de la valeur d'un produit tend à induire une fluctuation violente de la valeur de l'entreprise qui le confectionne. En termes plus généraux, cela revient à dire que la valeur des biens productifs tend à osciller plus violemment que la valeur des biens de consommation » (2). Cette loi, formulée sur un plan sectoriel et microéconomique, peut s'étendre aux autres secteurs, car la solidarité des industries sert de véhicule à la transmission des fluctuations amplifiées : les équipements de l'usine de chaussures sont en effet des produits finis d'entreprises situées à un palier supérieur de la production ; la chaîne permet de

(1) T.-N. CARVER : o. c. p. 497.

(2) T.-N. CARVER : o. c. p. 498.

remonter jusqu'aux industries offrant un produit de moins en moins différencié, de plus en plus polyvalent, mais peut-être moins affecté par les variations de prix issues d'un secteur particulier. Le principe d'accélération, basé sur les modifications du profit, a donc été très clairement entrevu par CARVER, et, mieux encore, intégré d'une façon plausible à sa réflexion sur les fluctuations cycliques.

Soit, sous la pression de la demande, une légère hausse du prix des biens de consommation ; il en résulte une extension des marges bénéficiaires et, partant, un relèvement de la valeur des biens capitaux tel, qu'il en découle un empressement à investir. Des ressources productives sont peu à peu détournées du secteur de consommation vers les industries d'investissement, ce qui stimule les prix dans ce dernier secteur et induit de nouvelles vagues d'investissements. L'essor se prolonge jusqu'au moment où les nouveaux équipements commencent à déverser les biens finis sur les marchés. Dès lors les prix des biens de consommation s'effondrent et, par voie de conséquence, la valeur des équipements productifs. Des entreprises se ferment, la dépression s'installe et persiste tant que la parcimonie des profits décourage les investisseurs.

L'analyse mène T.-N. CARVER à la distinction de deux types de marchés diversement sensibles aux variations des prix et dont la juxtaposition donne naissance à la relation d'accélération. D'une part les marchés de produits finis, de biens de consommation, caractérisés par de menues fluctuations des prix et sur lesquels la demande dépend essentiellement des disponibilités financières et de la disposition à l'achat des consommateurs. D'autre part les marchés de biens productifs, sur lesquels agit un autre groupe d'agents économiques, les entrepreneurs dont la propension à investir découle des profits réalisables. Leur instabilité se traduit par de très fortes oscillations des prix déterminées moins par des causes psychologiques que par les amplifications violentes et induites de la valeur des biens capitaux (1). En bref, la précarité des marchés de biens capitaux, trouve sa cause dans les mouvements, même faibles des prix des produits finis ; la violence des perturbations s'explique par ce que de nos jours nous appelons le principe d'accélération en terme de profits, c'est-à-dire par la fluctuation plus que proportionnelle de la valeur des capitaux productifs à la suite d'une variation du prix unitaire, ou, plus exactement, du profit rapporté par une unité de biens finis.

Les quelques pages de T.-N. CARVER paraissent très denses et riches. N'y trouve-t-on pas déjà l'idée que les déséquilibres cycliques

(1) T.-N. CARVER : o. c. p. 500.